



## ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE

**Prestation de sensibilisation, de distribution des équipements et d'accompagnement au déploiement du tri à la source des déchets alimentaires sur le territoire de la CAPH et de la CA2C**

**M25012**

### REGLEMENT DE CONSULTATION

#### PROCÉDURE FORMALISÉE

Date et heure limite de réception des offres par le SIAVED :

**LUNDI 30 JUIN 2025 à 12h00.**

Dossier de consultation à télécharger sur :

**<https://marchespublics596280.fr>**

## **Table des matières**

1-	ACHETEUR PUBLIC .....	3
2-	OBJET DU MARCHÉ.....	3
3-	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET COMMUNICATION AVEC LES CANDIDATS .....	3
4-	CONDITIONS RELATIVES A LA CONSULTATION.....	4
5-	ALLOTISSEMENT .....	4
6-	TRANCHES .....	4
7-	PHASES .....	4
8-	FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT .....	4
9-	ÉTENDU ET DÉLAI D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE :.....	5
10-	VARIANTE ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES .....	5
11-	LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS.....	5
12-	UNITE MONETAIRE .....	5
13-	VISITE DE SITE .....	5
14-	SOUS-TRAITANCE .....	5
15-	MODE DE REGLEMENT .....	5
16-	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	6
17-	OPTIONS .....	6
18-	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS.....	6
19-	PIECES A REMETTRE.....	6
19.1.	Eléments exigés au titre de la candidature : .....	6
	Eléments à joindre par le candidat suivant le mode de candidature choisi .....	6
19.2.	Documents relatifs à l'offre technique et commerciale .....	7
20-	REMISE DES OFFRES DEMATERIALISEES .....	8
20.1.	Modalités de réception des offres .....	8
20.2.	Copie de sauvegarde (Facultatif) .....	9
21-	ANALYSE DES CANDIDATURES .....	10
22-	JUGEMENT DES OFFRES POUR CHAQUE LOT .....	10
23-1	Elimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables .....	10
23-2	Analyse des offres transmises en vue de l'attribution de l'accord cadre : .....	10
23-	NEGOCIATIONS.....	11
24-	MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	11
25-	PIECES EXIGEEES DU CANDIDAT RETENU AVANT L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	12
26-	MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES D'ÉGALITÉ, DE LAICITÉ ET DE NEUTRALITÉ .....	12
27-	RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) .....	12

## 1- ACHETEUR PUBLIC

### **SIAVED**

5 route de Louches

59282 Douchy les Mines

Tél : 03.27.43.78.99

Courriel : [marches.publics@siaved.fr](mailto:marches.publics@siaved.fr)

Profil acheteur : <https://marchespublics596280.fr>

Site internet : [www.siaved.fr](http://www.siaved.fr)

## 2- OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne la prestation de sensibilisation, de distribution des équipements et d'accompagnement du SIAVED au déploiement du tri à la source des déchets alimentaires (DALIM) sur le territoire de la CAPH et de la CA2C.

Le territoire géographique comporte :

CAPH – 158 714 habitants, répartis en 71 347 logements dont 13.4 % d'appartements

- CA2C – 64 124 habitants, répartis en 30 344 logements dont 10.9 % d'appartements

Les matériels déployés seront différents en fonction de la typologie de l'habitat :

- Compostage individuel pour les secteurs ruraux et les logements équipés de jardin,
- Abri-bacs pour les secteurs urbains

Ainsi des communes pourront être desservies par les deux modes de tri à la source des DALIM

Codes CPV :

Codes principaux	Description
75200000-8	Prestations de services pour la collectivité
90500000-2	Services liés aux déchets et aux ordures

## 3- RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET COMMUNICATION AVEC LES CANDIDATS

Les candidats auront la faculté de demander des renseignements complémentaires par le biais de la plateforme au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant eu communication du dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Il est à noter que le pouvoir adjudicateur n'apportera pas de réponse à des demandes qui seraient adressées à d'autres personnes ou services ou par d'autres moyens, notamment téléphonique.

Il en est de même pour les échanges administratifs liés à l'exécution du marché (modification, déclaration de sous-traitance...).

Aussi il est impératif que le candidat transmette dans son dossier de candidature une adresse mail valide et consultée.

#### **4- CONDITIONS RELATIVES A LA CONSULTATION**

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles suivants :

- L2124-1 et R2124-1 du Code de la commande publique (procédure formalisée)
- L2124-2 et R2124-2 du Code de la commande publique (appel d'offres)
- R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique (appel d'offres ouvert)
- R2112-6 du code de la commande publique (prix forfaitaire)
- R2162-1 et suivants et R2191-16 et suivants (accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande).

Il est fait recours à la technique particulière d'achat qu'est l'accord-cadre. Celui-ci est passé à prix mixte dont une partie forfaitaire et une autre partie à bons de commandes. L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et pour un montant maximum de 750.000 € HT/an soit 1 500 000 €HT sur la durée totale de l'accord cadre (2ans).

Des bons de commande découleront de cette consultation. A la survenance d'un besoin un bon de commande pourra être émis selon les modalités décrites dans le CCAP.

#### **5- ALLOTISSEMENT**

Le marché n'est pas alloti du fait de l'homogénéité des prestations attendues. En effet la distribution des équipements est indissociable de la communication et de la sensibilisation au geste de tri des déchets alimentaires. Ce sont les mêmes équipes qui vont réaliser l'ensemble des interventions.

#### **6- TRANCHES**

Sans objet.

#### **7- PHASES**

Sans objet.

#### **8- FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT**

Conformément aux articles R.2142-19 et R.2142-20 du Code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés sous deux formes :

- Soit **conjoint** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- Soit **solidaire** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Conformément à l'article R.2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

## **9- ÉTENDU ET DÉLAI D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE :**

Le présent accord cadre est conclu pour une durée totale de trois (3) ans à compter de sa date de notification et renouvelable une fois 1an par reconduction tacite.

L'accord cadre est donc conclu pour une durée maximum de 4ans.

## **10- VARIANTE ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES**

La présentation de variante est interdite.

Toute prestation supplémentaire éventuelle est interdite.

## **11- LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

## **12- UNITE MONETAIRE**

Les candidats sont informés que le SIAVED conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

## **13- VISITE DE SITE**

Aucune visite n'est prévue pour ce marché.

## **14- SOUS-TRAITANCE**

Conformément au CCAG– PI, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur du marché et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. **La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.**

La sous-traitance est autorisée dans les conditions définies au Code de la Commande Publique.

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants au pouvoir adjudicateur lors de la remise des plis ou en cours d'exécution du marché. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance). Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## **15- MODE DE REGLEMENT**

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **16- DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **17- OPTIONS**

L'acheteur se réserve la possibilité, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, de passer sous forme de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché.

## **18- CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS**

Les documents de la consultation sont mis à disposition des entreprises sur le profil acheteur du SIAVED <https://marchespublics596280.fr> à compter de la publication de l'avis de marché. Seules les entreprises ayant téléchargé les documents de la consultation après identification sont informées des éventuelles modifications qui y sont apportées.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué de :

- L'acte d'engagement (AE) et le cas échéant ses annexes
- Le bordereau de prix unitaire (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)  
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le présent règlement de consultation (RC)
- DC1 (et sa note explicative)
- DC2 (et sa note explicative)

## **19- PIECES A REMETTRE**

Les offres sont entièrement rédigées en langue française. Si, à l'appui de son offre, le candidat fournit des documents qui ne sont pas rédigés en français, il devra y joindre une traduction en français. Afin de faciliter l'exploitation informatique des documents, le candidat veillera à respecter la règle de nommage des fichiers de candidature et d'offre :

- Ne pas mettre d'espaces
- Ne pas mettre d'accent, ni de caractère spéciaux (ex :& » »@...)
- Ne pas mettre de noms trop longs
- Utiliser des abréviations (MT pour mémoire technique)
- Privilégier la production d'un fichier par pièce listée dans le règlement de consultation

### **19.1. Eléments exigés au titre de la candidature :**

Eléments à joindre par le candidat suivant le mode de candidature choisi

N° de pièce	Pièces à fournir	Format de fichier souhaité
1	Lettre de candidature <b>DC1</b> ;	pdf
2	Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement <b>DC2</b> ;	pdf
3	- <b>Redressement judiciaire du candidat</b> ;	pdf
4	- <b>Descriptif de la société</b> : (Nom, adresse, personne à contacter et responsable du dossier, n° de téléphone, n° de télécopie, adresse mail) ;	pdf
5	- Déclaration du <b>chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché</b> des trois derniers exercices disponibles ;	pdf
6	- Déclaration des <b>effectifs</b> moyens annuels et importance du personnel d'encadrement des trois dernières années ;	pdf
7	-Références pour des prestations similaires <b>Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;</b>	pdf
8	-Déclaration de <b>l'outillage, le matériel et l'équipement technique</b> dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;	pdf
9	- <b>Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;</b>	pdf
10	-Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail ;	pdf

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un e-DUME établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME, en lieu et place de tous les documents listés ci-dessus.

## **19.2. Documents relatifs à l'offre technique et commerciale**

**L'absence de production de l'un de ces documents pourra entraîner le rejet immédiat de l'offre.**

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Pièces demandées :

1	L' <b>acte d'engagement</b> à compléter, dater et signer (pas obligatoire) par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ;
2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le bordereau de prix unitaire</li> <li>- Le détail quantitatif estimatif</li> <li>- La décomposition du prix global forfaitaire</li> <li>- Le planning prévisionnel</li> </ul>
3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Un mémoire technique justifiant les dispositions (méthodologies) prévues par l'entreprise dans le cadre de l'exécution du marché.</b></li> </ul> <p>Dans lequel le candidat détaille précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'organisation technique de la prestation</li> <li>- L'organisation administrative</li> <li>- Moyens mis en œuvre pour la sollicitation des communes et la gestion des distributions</li> <li>- La logistique</li> </ul> <p>Ces informations doivent apparaître clairement et de façon exhaustive dans le mémoire technique du candidat.</p>

En cas de groupement conjoint ou solidaire, les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

**Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.**

## **20- REMISE DES OFFRES DEMATERIALISEES**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES INSCRITE SUR LA PAGE DE GARDE DU PRÉSENT DOCUMENT.**

### **20.1. Modalités de réception des offres**

Conformément aux articles L.2132-2 et L.2332-2 du Code de la commande publique, les offres devront **être transmises par voie électronique uniquement** sur le profil acheteur soit : <https://marchespublics596280.fr>

**Pour transmettre votre réponse électronique, il suffit :**

1. Après avoir réalisé les actions préalables, d'accéder à la consultation et de cliquer sur (voir mode opératoire de la plateforme)  
Pour un premier dépôt ou toute question sur l'utilisation de la plateforme de dépôt : <https://marchespublics596280.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>



2. Sur l'espace de réponse, après avoir accepté les conditions d'utilisation, de joindre son dossier d'offre (candidature + offre), puis de cliquer sur (voir mode opératoire de la plateforme).
3. Un mail de confirmation sera envoyé.

L'offre devra être transmise avant la date et l'heure indiquées ;

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenus.

La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;

Les documents à fournir, conformément à l'article 19 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques

Seuls les formats de fichiers informatiques de types zip, rar, pdf, .doc sans macro, xls sans macro seront acceptés, leurs noms devront être suffisamment explicites ;

En cas de signature électronique les documents seront revêtus d'une signature électronique sécurisée de niveau 2, conformément au décret 2001-272 du 30 mars 2001.

### **20.2. Copie de sauvegarde (Facultatif)**

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, les candidats peuvent adresser à l'appui de leur offre électronique, une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique **sur support physique électronique uniquement.**

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « *Copie de sauvegarde* ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse suivante :

**SIAVED**

**Pôle Commande Publique/ Affaires juridiques/ Administration générale**

5 route de Lourches

59282 Douchy les Mines

Elle peut aussi être déposée contre récépissé du lundi au vendredi les jours ouvrés de 8h30-12h et de 13h30 à 17h00 à l'adresse suivante : 5 route de Lourches à Douchy les Mines

L'enveloppe porte la mention de l'objet du marché+ Copie de sauvegarde - PLI A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER ».

La copie de sauvegarde s'entend comme le duplicata de l'offre envoyée par voie dématérialisée. Elle sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée. A défaut, la copie de sauvegarde sera détruite ;
- lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise (indépendamment de la société) ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le pouvoir adjudicateur (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

Si le recours à cette copie n'a pas été nécessaire, le pouvoir adjudicateur procède à sa destruction.

## **21- ANALYSE DES CANDIDATURES**

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, le SIAVED pourra demander aux candidats dont les pièces ou informations réclamées au titre de la candidature seraient absentes ou incomplètes, de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous (il ne s'agit en aucun cas d'une obligation pour le SIAVED qui avisera en fonction notamment du nombre de candidatures). Il est conseillé aux candidats de s'assurer de la complétude de leur candidature et d'avoir respecté les exigences minimales requises.

La présente consultation étant passée selon une procédure formalisée ouverte, toutes les candidatures complètes seront déclarées recevables.

## **22- JUGEMENT DES OFFRES POUR CHAQUE LOT**

### **23-1 Elimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables**

Les **offres inappropriées** (selon l'article L2152-4, il s'agit d'une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation)

Les **offres inacceptables** (selon l'article L2152-3 du Code de la commande publique, il s'agit d'une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminé et établis avant le lancement de la procédure) sont éliminées.

Pour les **offres irrégulières** (selon l'article L2152-2 du Code de la commande publique, il s'agit d'une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire une demande de régularisation conformément à l'article R2152-2 du Code de la commande publique auprès de tous les candidats concernés, dans la mesure où :

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés et pondérés comme suit :

### **23-2 Analyse des offres transmises en vue de l'attribution de l'accord cadre :**

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues à l'article R.2152-7 du Code de la commande publique.

L'accord- cadre est attribué au candidat ayant présenté l'offre économique la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés et pondérés comme suit :

Critères	Pondération
<b>1-Prix des prestations</b> (apprécié au regard du BPU et de la DPGF)	<b>40.0</b>
<b>2-Valeur technique</b> : appréciée au regard du mémoire technique et du planning prévisionnel sur la base des sous-critères suivants :	<b>45.0</b>

<b>2-1 - Organisation technique de la prestation :</b> <i>Formation des éco-animateurs, formation du référent, méthodologie d'animation des réunions publiques, effectif dédié, méthodologie de déploiement, méthodologie d'information des habitants, qualité des supports d'intervention</i>	15.0
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>2-2 Organisation administrative de la prestation :</b></li> <li>- <i>Gestion de la ligne téléphonique dédiée, reporting et registre des usagers</i></li> </ul>	15.0
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>2-3 Moyens mis en œuvre pour la sollicitation des communes et la gestion des distributions : 5 %</b></li> <li>- Méthodologie de communication avec les communes, méthodologie de diffusion de la communication « toutes boîtes », méthodologie de communication auprès des assimilés et des bailleurs</li> </ul>	5.0
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>2- 4 Logistique : 10 %</b></li> </ul> <b>Outils de déchargement, méthode de gestion des stocks, localisation et superficie du ou des bâtiments de stockage, sécurité du ou des sites de stockage</b>	10.0
<b>3- PERFORMANCES</b>	15.0
<b>3-1 - Planning de déploiement proposé</b> <b>Cohérence entre le planning de déploiement et la cartographie des territoires, respect des délais fixés</b>	10.0
<b>3-2 – Stratégie d'atteinte des objectifs énumérés dans le CCTP</b>	5.0
<b>Pondération totale des critères d'attribution</b>	100

Une note est affectée à chaque critère. Le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **23- NEGOCIATIONS**

Sans objet

## **24- MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Aussi, les candidats sont tenus de signaler les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente consultation. A défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché

## **25- PIECES EXIGEEES DU CANDIDAT RETENU AVANT L'ATTRIBUTION DU MARCHE**

Tout document permettant de justifier que l'attributaire pressenti ne rentre dans aucun des cas d'exclusions de la procédure de passation du marché mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-6 du Code de la commande publique ;

- Une attestation de régularité fiscale de moins d'un mois concernant l'IS et la TVA ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- Pour les entreprises de plus de 20 salariés, une attestation de versement de contribution délivrée par l'AGEFIPH ;
- Un extrait K-BIS de moins de 3 mois ;
- Liste nominative des salariés étrangers employés soumis à autorisation de travail.

## **26- MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES D'ÉGALITÉ, DE LAICITÉ ET DE NEUTRALITÉ**

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du CCAP qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

## **27- RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Les informations recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à gérer la passation, l'exécution et la gestion financière des marchés publics du SIAVED. Leur durée de conservation, liée à la procédure de consultation, est soumise aux règles d'archivage des dossiers des marchés publics.

Les destinataires des données sont le Directeur du SIAVED et Référent RGPD.

Conformément au Règlement général sur la protection des données à caractère personnel en vigueur, le candidat bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent.

S'il souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, il peut s'adresser à : [dpo@siaved.fr](mailto:dpo@siaved.fr)

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint Hilaire CS 62039  
59014 Lille cedex

Tél : 03 59 54 23 42  
Télécopie : 03 59 54 24 45  
Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).  
Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :  
Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint Hilaire CS 62039  
59014 Lille cedex

Tél : 03 59 54 23 42  
Télécopie : 03 59 54 24 45  
Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)